



Mody GUIRO

President

Président

Kwasi ADU-AMANKWAH

General Secretary

Secrétaire Général

Route Internationale d'Atakpamé

Centre FOPADESC Agoè – Nyivé

B.P. : 4401 – Tel. : 00228 225 07 10

Fax : 00228 225 61 13

LOME - TOGO

Email : info@ituc-africa.org

Web : www.ituc-africa.org

Lomé, le 25 janvier 2022

Retour à la démocratie constitutionnelle au Mali : appel à la prudence car les sanctions économiques risquent de compromettre les objectifs visés

L'Organisation Régionale Africaine de la Confédération Syndicale Internationale - CSI-Afrique (www.ituc-africa.org) demande au Gouvernement de transition, à la CEDEAO et aux autres parties prenantes concernées à reprendre la voie du dialogue, à établir un calendrier crédible pour l'organisation des élections, à mettre en œuvre l'accord de paix et à élaborer une stratégie de stabilisation pour le bien des Maliens. Au cœur de cette démarche, il faudrait une stratégie politique globale permettant de mobiliser d'une manière consciente et effective les civils, les travailleurs, les syndicats, les autorités religieuses, les organisations de la société civile et d'autres grands groupes du Mali, et de les aider à participer au processus de dialogue national qui aboutira à des résultats acceptables. Les Maliens ont besoin d'être accompagnés pour sortir de cette impasse. Les sanctions risquent de les démobiliser et d'entraver les efforts déployés visant à ouvrir la voie au règlement de cette impasse.

La CSI- Afrique se préoccupe et suit avec grand intérêt l'évolution de la situation politique et sécuritaire au Mali depuis plusieurs années ; elle constate que cette crise qui a commencé depuis une dizaine d'années entraîne l'aggravation de l'insécurité et la détérioration de la situation humanitaire, qui sont accompagnées des pertes de moyens de subsistance des familles et d'aggravation de la pauvreté. Cette situation précaire continue d'augmenter l'insécurité alimentaire, le nombre de déplacés internes et le nombre d'enfants déscolarisés dans le pays.

Certes, le coup d'Etat au Mali n'a fait qu'aggraver une situation déjà instable sur le plan politique et sécuritaire. Nous l'avons déploré et avons nourri l'espoir de voir la junte militaire transférer le pouvoir à un régime civil dans les plus brefs délais, malheureusement il en a été décidé autrement et étendu la période à cinq ans.

La CSI-Afrique, en tant qu'organisation qui prône l'État de droit et qui défend le respect des constitutions et des valeurs de démocratie pluraliste et participative, demande instamment à l'autorité de transition du Mali de revoir sa position actuelle en ce qui concerne la période de transition et de la remplacer par un délai plus court et mieux géré. Nous lançons cet appel parce

que nous savons qu'une impasse prolongée ne ferait que renforcer les conflits existants et aggraver la situation de pauvreté déjà catastrophique dans le pays.

Par ailleurs, la CSI-Afrique a pris note des sanctions imposées au Mali en décembre 2021 et, qui ont été maintenues et assorties de nouvelles restrictions à la suite d'une récente réunion extraordinaire tenue par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour évaluer la situation au Mali. Notre expérience nous a démontré que ce genre de sanctions, quelles que soient leurs meilleures intentions, finissent toujours par aggraver la situation économique du pays et pénaliser la population civile innocente.

Par conséquent, nous espérons que ces mesures seront revues et progressivement levées avec la finalisation d'un calendrier acceptable pour les élections et une évolution vers sa mise en œuvre. La CEDEAO et les autres parties prenantes concernées devraient donc aider le Mali à se stabiliser et lui offrir l'opportunité d'avancer dans la mise en œuvre de l'Accord de 2015 pour la paix et la réconciliation.

Nous craignons également que le Mali ne devienne un champ de bataille pour les puissances mondiales. Le bras de fer apparent entre le gouvernement militaire et la CEDEAO, qui a conduit à l'imposition de sanctions, ne servira qu'à punir les citoyens maliens. Les exemples de ce type de scénario sont légion dans le monde, notamment en Syrie, en Afghanistan et en Libye. Il ne faudrait pas que le Mali vienne allonger cette liste.

Travaillons main dans la main pour apporter la stabilité au Mali et à son peuple !

Le Secrétaire Général



Kwasi Adu-Amankwah